

Le gouvernement ne peut ignorer la colère et les revendications des agent-es publics

Ce 19 mars, plus de 100000 agent-es publics ont participé à plus de 100 manifestations partout dans les territoires.

Preuve en est, s'il en était encore besoin, que les agent-es publics n'en peuvent plus de la situation salariale qu'ils et elles vivent au quotidien.

Le gel du point d'indice pendant 10 ans suivies de maigres revalorisations en 2022 et 2023 bien inférieures à une inflation galopante ont dégradé de façon constante la situation des agent-es publics.

Les agent-es publics ont bien montré aujourd'hui par leur participation à cette journée de mobilisations et de grève leur refus de voir une nouvelle année blanche en 2024 s'imposer à elles et eux comme le prévoit le ministre de la fonction publique.

Le gouvernement doit maintenant entendre cette colère et y répondre sans attendre par des mesures salariales générales. Pour Solidaires, cela doit passer par l'attribution de 85 points d'indice pour toutes et tous, la revalorisation du point à hauteur des pertes intervenues, l'indexation de la valeur du point sur l'inflation, la reconnaissance des qualifications, la revalorisation des carrières féminisées.

La rémunération au mérite affichée par le ministre comme mesure phare de la future loi fonction publique n'est en aucun cas une réponse à l'enjeu salarial. Elle va même à l'encontre de la notion même de service public. Elle aggrave les inégalités salariales entre hommes et femmes.

Les orientations du gouvernement et les perspectives austéritaires ne sont pas entendables. Les mercis des années Covid et autres crises ne peuvent être suivis d'un néant salarial. Les services publics tout comme les agent-es publics ne sont pas un coût mais créent de la richesse. Les rémunérations des agent-es publics doivent être revalorisées immédiatement.